



VOYEURISME D'ÉTAT

Depuis le dimanche 27 février, Libre Flot, enfermé à l'isolement depuis le 8 décembre 2020 est en grève de la faim afin d'obtenir sa remise en liberté. Si Libre Flot subit cette torture blanche qu'est l'isolement carcéral, c'est parce que les petites mains de la DGSI ont tissé un filet pour les piéger, lui et 6 autres compas, à partir d'éléments volés de leurs vies. Son engagement aux côtés des combattant·es du Rojava contre l'état islamique devient une excuse pour l'enfermer. Comme l'utilisation d'applications chiffrées, la possession de deux fusils de chasse, des parties d'airsofts entre connaissances ou le fait de s'amuser avec des pétards à la campagne. Mais les fins brodeurs de la DGSI n'ont pas encore fait fuité si les inculpé·es utilisent des jerrycans d'essence pour alimenter leur tondeuse à gazon, préfèrent les films avec des explosions aux discours de macron.

De nombreux éléments disparates d'une vie qui, grâce aux talents de romanciers des barbouzes et des journaflics, prennent un sens nouveau et deviennent matières à procédures judiciaires. Des éléments obtenus grâce à un dispositif d'espionnage conséquent : filatures, installation de micros jusque dans les chambres, écoutes téléphoniques...

En l'absence de tout projet d'action concret, ce qui est principalement reproché à Libre Flot, c'est sa détestation de la police et son refus de continuer à subir sans réagir la domination policière mais aussi son désir d'une société débarrassée de toute domination. Plus qu'une personne, c'est le mouvement anarchiste que l'état cible.

Car les inculpé·es du 8 décembre ne sont pas les seules personnes ciblées par la répression et la surveillance. Au cours du seul mois de mars, le gouvernement lançait une procédure de dissolution à l'encontre du Groupe Antifasciste Lyon et Environs (GALE) pour avoir appelé à des manifestations non-déclarées, relayés un appel à action contre les empoisonneurs de Bayer-Monsanto et avoir relayé des slogans anti-police. Quelques mois avant, c'était le site d'information Nantes Révoltée qui était menacé de dissolution par le gouvernement. Le 29

mars 2022, un micro de flic est retrouvé dans la photocopieuse de la bibliothèque anarchiste Libertad à Paris.

Ces affaires ne sont pas en soi des surprises. Depuis que les mouvements anarchistes existent, les états essayent de les briser par tous les moyens.

Au-delà de la volonté d'écraser ceux qui résistent au totalitarisme de l'état, du capital et du patriarcat, il s'agit d'empêcher d'imaginer un monde débarrassé de ces nuisances que l'on ne cesse de

nous présenter comme nécessaire ou inévitable : de la police à la famille, du travail à l'armée, de la prison aux frontières, des violences sexuelles au nationalisme.

Continuons d'agir pour que nos insatiables rêves de liberté deviennent nos réalités. Par les mots et par les gestes, faisons vivre l'anarchie. Trouvons des moyens de continuer à tisser nos complicités loin d'appareils électroniques qui peuvent à tout moment devenir des mouchards de l'état.



MAIS LES ANARCHISTES NE VOTENT PAS ?

Texte d'Alfredo M. Bonanno publié la première fois en italien dans le n°29 de Canenero (2 juin 1995). Traduit et publié en français par le site Attaque en mars 2017.

Se dire anarchiste veut dire beaucoup, mais cela peut aussi ne rien vouloir dire du tout. Dans un monde d'identités faibles, quand tout semble s'estomper dans le brouillard de l'incertitude, se considérer anarchiste peut être une manière comme une autre de suivre un drapeau, rien de plus.

Mais parfois l'anarchisme est une étiquette inconfortable. Il peut te mettre des questions dans la tête, auxquelles il n'est pas facile de répondre. Il peut te faire remarquer les étranges contradictions de ta vie : le travail, le rôle que la société t'a imposé, le statut auquel toi-même tu participes, la carrière à laquelle tu n'arrives pas à renoncer, la famille, les amis, les enfants, le salaire en fin de mois, la voiture et la maison dont tu es propriétaire. [...]

Si quelqu'un pose des problèmes, pas tellement avec sa langue plus ou moins acérée,

mais avec les choses qu'il fait, en mettant en danger cette position rassurante, cette sensation de protection, de se sentir comme chez soi, alors nous le rappelons à l'ordre, en lui listant au grand complet les principes de l'anarchisme, auxquels nous restons fidèles. Et, parmi ceux-ci, il y a celui de ne pas aller voter. Les anarchistes ne votent pas, sinon quels anarchistes seraient-ils ?

Tout est bien clair et lisse. Et pourtant, notamment ces derniers temps, ont été avancées des objections, des perplexités.

Quelle signification y-a-t-il dans le fait de ne pas aller voter ? Il existe une signification, ils ont répondu en chœur, spécialement parmi les plus âgés. Parce que voter c'est déléguer et les anarchistes sont pour la lutte directe. Joli, dirais-je, très joli.

« IL PLEUT DES LAMES SUR LES BASSINES »

Deux bassines ont été sabotées (découpage de la bâche d'étanchéité) en ce début mars. Simon Baille-Barrelle et Luc Tomowiak, propriétaires d'une des bassines ciblées (située au lieu-dit Les Bouilleaux, à Nouaillé-Maupertuis), devront sortir 25 000 € pour continuer à accaparer l'eau. L'autre bassine appartient à l'entreprise Pampr'oeuf (Pamproux) dirigée par Stéphane Nérault, une véritable usine à œufs (l'entreprise produit 1 milliard d'œufs par an et détient 20 % du marché des œufs à coquille français). Les poules passent leurs existences dans des cages exiguës au sol grillagé, sans jamais voir la lumière du jour et au milieu des cadavres de leurs congénères. Comme dit dans le numéro précédent :

« Si les bassines sont tant défendues, c'est parce qu'elles sont un des maillons clés de l'agriculture industrielle et de l'élevage. Derrière les grands céréaliers se trouvent les éleveurs qui utilisent le maïs fourrage, les laiteries et abattoirs qui transforment les cadavres et les sécrétions issus des stabulation... Et les banques qui fournissent les liquidités, huilant ainsi tout les rouages.

Une chaîne qui va des bassines de Mauzé-sur-le-Mignon à l'entreprise Bonnilait à Chasseneuil du Poitou en passant par le Crédit Agricole et Groupama. Ces projets de bassines se font grâce à tout un système, cela doit être prise en compte dans les réflexions comme dans les pratiques. »



De plus comme le rappelle le communiqué d'action du Comité exécutif de la direction régionale de protection de l'eau (DRPE), les bassines sont financées à 70 % par l'état.

Un état visiblement très fâché que les bassines se fassent attaquer, puisque c'est devant un lieu de réunion du collectif « Bassines non merci ! » qu'a été trouvée une caméra militaire reliée à un routeur Pepwave et des batteries en lithium Accuwatt. Le tout sous un filet de camouflage.

Visiblement l'état est très curieux de savoir ce qui se trame dans ces réunions,

et il ne serait pas étonnant que d'autres dispositifs de surveillance (écoutes, micros, filatures...) ciblent les opposant·es à l'agro-industrie. N'est pas précisément pour cela que l'état a mis en place la cellule de gendarmerie Demeter ?

Mais quand cette lutte consiste seulement dans le fait de témoigner de ses principes (donc également son abstentionnisme), et rien de plus, quand cela consiste dans le fait de se retirer en étant mal à l'aise quand quelques compagnons décident d'attaquer les hommes et les réalisations du pouvoir, ou bien consiste dans le fait de rester silencieux face aux actions des autres, quand c'est cela la lutte, eh bien, alors autant aller voter.

Pour ceux qui considèrent l'anarchisme comme le tranquille gymnase de leurs opinions (et de celles d'autrui) sur un monde qui n'existe pas – et n'existera jamais – tandis que pour eux les jours se suivent l'un après l'autre dans la grisaille monotone des matins tous identiques, des gestes tous identiques, des travaux, affects, hobbies et vacances tous identiques, pour ces derniers, quel sens y-a-t-il à s'abstenir, si ce n'est de réaffirmer, à peu de frais et avec assez de clarté, leur identité anarchiste ? Cependant, à bien y regarder, si leur anarchisme est seulement cette enseigne poussiéreuse et ridicule, dans un terrain de certitudes monotones et escomptées, il vaut mieux se décider à aller voter. Leur abstention ne signifie rien.

Ils pourront sans problèmes voter aux présidentielles, et aussi aux élections locales. A bien y réfléchir, ils pourront ainsi choisir de défendre un morceau de démocratie qui, à bien y regarder, est toujours mieux qu'une dictature qui remplirait les stades et les camps de concentration, dans l'attente de dresser des listes de proscription.[...] On ne rigole pas avec certaines choses, mieux vaut courir voter, spécialement dans une période dans laquelle des millions de personnes ne semblent pas comprendre la valeur des élections. L'abstention à des millions n'a plus de sens anarchiste, [...]

Il reste de nombreux autres anarchistes. Il reste ceux pour lesquels leur anarchisme est un choix de vie, pas une conception à opposer, dans un tragique et insoluble oxymore, aux mille problèmes d'apparence que la société codifie et impose.

Pour ces compagnons, l'abstention est seulement une des nombreuses occasions de dire « non ». Leur action anarchiste se réalise dans bien d'autres faits et ce sont justement ces faits qui donnent une lumière et une signification différente à cette façon de dire « non ».

LA PELLETEUSE

Parfois les pelleteuses s'enflamment, comme en juillet 2021 à Saint-Sauvant, retardant ainsi le démarrage d'un chantier de bassines. Parfois, comme le 22 juillet 2019 à Bouresse, elles se renversent et tuent. Ce jour là, un ouvrier est mort écrasé par une chenille de la pelleteuse lors de l'effondrement du tas de gravats sur lequel il était avec deux de ses collègues. Mais la responsabilité de sa mort repose surtout sur l'avidité de son employeur, Pierre Barrier (dirigeant de la coopérative STPR de Pleuville). En effet, celui-ci a confié le travail de démolition à des personnes non formées malgré les dangers évidents. De plus cet exploiteur n'a pas respecté les règles de sécurité minimales, ment pour se couvrir et fait porter la faute à la victime de sa cupidité. « On aurait pu avoir trois morts, constate la procureure. Il faut envoyer un signal fort aux employeurs. » en demandant 10 mois de prison avec sursis lors du procès en correctionnel le 10 mars 2022.

Le 25 mars, une personne qui avait siphonné le réservoir d'un autobus reçoit 4 mois de prison ferme lors de son passage devant le tribunal correctionnel.

Ces deux affaires mises en parallèles nous rappellent que dans la guerre social, celle où nous comptons nos morts en espérant voir exploser en vol leurs jets privés, l'état est un ennemi au même titre que la bourgeoisie.

Les 1 100 personnes qui meurent chaque année au travail et les nombreuses autres dont le corps est irrémédiablement détruit ne sont pas victimes d'accidents. Elles sont les victimes d'un système où la richesse des uns se construit sur les cadavres des autres, des mines d'uranium au niger aux usines de confection en thaïlande. Et si nos pratiques illégales de survie sont si sévèrement punies, c'est bien pour nous contraindre à gâcher nos vies pour les profits de la famille mulliez ou autres capitalistes.

LOCAL

DES NOMS ET DES ADRESSES

Vous pouvez retrouver l'intégrale des deux communiqués de la DRPE sur lasinse.noblogs.org sous les noms : « AVIS DE DÉCISION » & « IL PLEUT DES LAMES SUR LES BASSINES ». Le premier communiqué contient des informations sur les accapareurs visés.

ÉTUDE DE CAS : ANIMAL1ST

par le Collectif Anti-Rep de Poitiers et Environ (lacarpe.noblogs.org)

Le 28 janvier 2022 se déroulait le procès de neuf militant·es antispécistes de l'association Animal 1st, perquisitionné·es en même temps en juin 2021. Ielles étaient accusé·es de : tags sur des exploitations agricoles entre 2019 et 2020, de sabotages de miradors de chasse et d'avoir éviscéré à sept agneaux de finir en repas.

L'affaire est le produit de deux ans d'enquête par la cellule Déméter de la gendarmerie. Une cellule créée dans le but explicite de défendre l'élevage, la chasse, les pesticides et la monoculture. L'alliance concrète de la FNSEA et de l'état.

Ce que nous proposons ici, c'est de partir des techniques utilisées par la police et de partager les connaissances permettant de se protéger. Nous nous basons sur une synthèse, sûrement incomplète, des informations sorties dans la presse.

Bornage des téléphones :

Visiblement la gendarmerie a déployé les grands moyens puisqu'elle a analysé les bornages téléphoniques sur les lieux des tags. Vu que les cibles sont des exploitations agricoles, il ne devait pas y avoir grand monde, facilitant d'autant le recours à cette technique.

Pour éviter ce genre de désagrément, lorsque l'on part en action on laisse son téléphone/smartphone chez soi ou l'on utilise un téléphone jetable avec une carte SIM anonyme dont on se débarrasse après l'action.

Identification de l'ordinateur :

Les gendarmes ont été aussi capables de montrer que les photos des tags avaient été diffusées depuis les ordinateurs de certain·es accusé·es. On ne sait pas si cela s'est fait à partir de l'adresse IP (chiffre unique correspondant à chaque accès internet), l'adresse MAC (chiffre unique correspondant à chaque ordinateur/tablette/smartphone), les métadonnées des fichiers ou autres.

Pour se protéger de cela on peut utiliser le système d'exploitation Tails. Grâce à l'utilisation du réseau TOR, notre adresse IP demeure inconnue des sites sur lesquels on se connecte. Tails modifie aussi notre adresse MAC afin de nous rendre anonyme. De plus Tails permet facilement et rapidement de supprimer les métadonnées de documents : photos, vidéos, document texte, pdf...

De plus, utiliser un ordinateur sous Linux en chiffrant

le contenu du disque dur empêche la police d'accéder aux informations qu'il contient.

Preuves matérielles :

Lors de la perquisition à leurs domiciles, des carnets contenant des cibles potentielles et slogans tagués sur les élevages ont été retrouvés.

Il est important de se débarrasser des preuves matérielles qui nous lient à des actes répréhensibles. Attention aux doubles « fantôme », imprimés sur les surfaces où vous avez écrit, qu'il s'agisse d'un bureau en bois ou de blocs de papier.

Il aurait été aussi possible de garder ces informations dans un document numérique chiffré. Par exemple dans la section « persistante » d'une clé Tails. Que l'on peut supprimer définitivement en utilisant l'option « écraser » dans tails.

Les flics ont aussi réalisé des moulages des empreintes de bottes et des analyses des peintures des tags mais on ne sait pas si ils en ont fait quelque chose.

Protocole garde à vue :

Face aux juges, les accusé·es n'ont reconnu leur participation à aucun des faits tout en défendant la justesse des actions dont ielles étaient accusées. De plus ielles ont visiblement gardé·es le silence en garde à vue. C'est une ligne de défense efficace que nous vous conseillons de suivre.

Surveillance :

Les antispécistes ont été l'objet d'une surveillance policière particulière : filatures, épluchages de relevés téléphoniques, des comptes bancaires et des aides sociales. Il est important de développer une véritable culture de la sécurité, de privilégier les échanges anonymes ou à l'oral et d'utiliser de l'argent liquide pour les achats de matériel.

Conclusion

L'état a déployé les grands moyens pour condamner ces personnes et chercher ainsi à affaiblir un mouvement antispéciste qui prend de plus en plus d'ampleur. Mais malgré les moyens déployés par la répression, la mise en place de certaines pratiques de sécurité auraient compliqué voire rendu impossible la tâche de la répression. N'oublions pas que le temps que les flics passent sur une affaire, c'est autant de temps qu'ils ne passent pas sur d'autres.

LASINSE.NOBLOGS.ORG

Pour contribuer : lasinse@riseup.net

N'hésitez pas à nous envoyer vos textes, images ou retours critiques mais aussi imprimer et diffuser ce torchon.